



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme

15 juin 2009

Discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à l'Université Bar-Ilan et sélection des premières réactions



Discours de Netanyahu à l'Université Bar-Ilan
(Bureau de presse du gouvernement, 14 juin 2009)



Le discours de Netanyahu, une gifle au visage du
Président Obama
(Al-Ayyam, 15 juin 2009)

Aperçu général

1. Le 14 juin 2009, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a prononcé un discours politique à l'Université Bar-Ilan. Il y a exprimé son empressement à voir l'établissement d'un Etat palestinien à côté d'un Etat juif, à condition qu'il soit démilitarisé et que les Palestiniens reconnaissent l'Etat Israël comme la patrie nationale du peuple juif.

2. L'administration américaine a salué le discours, le qualifiant de "pas important." Le ministre français des Affaires étrangères l'a lui aussi accueillie favorablement, le qualifiant d'étape en avant vers un Etat palestinien. Les porte-parole de l'Autorité Palestinienne et du Hamas l'ont dénoncé, parfois dans des termes forts, le qualifiant "d'extrémiste et de raciste." La réaction du monde arabe a été froide.

Points principaux du discours de Netanyahu

3. Le 14 juin, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a prononcé un discours politique à l'Université Bar-Ilan. Son intervention a duré 25 minutes et s'est concentrée sur le conflit palestino-israélien (la question de la menace iranienne et du danger qu'elle pose à la région et au monde a été mentionné brièvement au début). Dans le discours, qui a reflété un large consensus israélien, Netanyahu a présenté les points principaux de sa vision politique quant à la résolution du conflit et a exprimé son empressement à voir un Etat palestinien établi à côté d'un Etat juif, à condition qu'il soit démilitarisé et que les Palestiniens reconnaissent l'Etat Israël comme la patrie nationale du peuple juif.

4. Netanyahu a appelé les leaders des Etats arabes à parler de paix et à faire la paix. Il a aussi invité les Palestiniens à entamer des négociations immédiates sans pré-conditions, soulignant l'engagement d'Israël envers les accords internationaux, et son aspiration à vivre avec les Palestiniens dans la paix et la sécurité ainsi qu'en bon voisinage. Il a affirmé que la racine du conflit était et reste le refus arabe de "reconnaître le droit du peuple juif à avoir son propre Etat dans sa patrie historique," soulignant que l'Egypte et la Jordanie avaient quitté le cercle de la haine en signant des accords de paix.

5. Netanyahu a ajouté que les Palestiniens continuent de faire des demandes incompatibles avec le désir de mettre fin au conflit. Israël, a-t-il dit, a essayé de promouvoir la paix par des retraits, avec et sans accord, dont un retrait partiel et le retrait total de la bande de Gaza. En échange,

Israël a été récompensé par une vague d'attentats suicide, des milliers de roquettes tirées sur son territoire et la persistance de la haine à son égard. Il a déclaré que le Hamas réitérait continuellement son intention de "libérer" la terre d'Israël ("Ashqelon et Beersheba, Acre et Haïfa"), ajoutant que même les Palestiniens modérés n'étaient pas prêts à reconnaître l'Etat Israël comme la patrie nationale du peuple juif.

6. Netanyahu a posé **deux conditions fondamentales** pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens : la **première** : "les Palestiniens doivent véritablement reconnaître Israël comme l'Etat des Juifs." La seconde : "La démilitarisation. Tout secteur aux mains des Palestiniens doit être démilitarisé, avec des mesures de sécurité solides... Nous ne voulons pas de missiles sur Petah Tikva, ou des roquettes Grad sur l'aéroport international Ben-Gourion." Les Palestiniens ne pourront pas introduire de roquettes et de missiles, ni posséder d'armée, fermer l'espace aérien d'Israël ou signer des traités avec des pays ou des organisations comme l'Iran et le Hezbollah. En échange, **Israël sera enclin, dans le cadre d'un accord de paix futur, à accepter un Etat palestinien démilitarisé à côté de l'Etat juif.**

7. Il a ajouté que la question territoriale entre Israël et les Palestiniens serait abordée dans l'accord sur le statut final et que "jusque-là, nous n'avons aucune intention de construire de nouvelles implantations ou de confisquer des terres pour de nouvelles localités. Mais il faut permettre aux résidents de vivre une vie normale." "Jérusalem," a-t-il continué, "doit rester la capitale unifiée d'Israël avec la liberté religieuse pour toutes les fois." Israël, a-t-il dit, fera tous les efforts pour "faciliter la liberté de mouvement des Palestiniens", alléger leurs conditions de vie et leur bien-être. Cependant, a-t-il ajouté, "les Palestiniens doivent se décider entre la voie de la paix et la voie du Hamas." L'Autorité Palestinienne doit établir l'autorité de la loi dans la bande de Gaza et surmonter le Hamas, parce que "Israël ne s'assiéra pas à la table des négociations avec des terroristes qui cherchent sa destruction." Il a fini en faisant appel aux dirigeants du monde arabe et aux Palestiniens, les invitant à poursuivre la voie de Menahem Begin et d'Anouar Sadate, d'Yitzhak Rabin et du Roi Hussein.

Réactions palestiniennes

Autorité Palestinienne

8. Les porte-parole de l'Autorité Palestinienne ont été prompts à dénoncer le discours, soulignant que leurs propres demandes n'y ont pas été incluses.¹ Ci-dessous les principales réactions:

i) **Saeb Erekat**, le négociateur en chef de l'OLP, a déclaré que Netanyahu n'avait pas mentionné les frontières de 1967 et l'arrêt de la construction dans les implantations. Il a affirmé que les questions de Jérusalem, des réfugiés, de la sécurité et de l'eau avaient été retirées des négociations. ("Chaque tentative pour débiter un processus de paix a avancé à pas de tortue et maintenant Netanyahu a renversé la tortue sur le dos"), ajoutant que Netanyahu risquait d'attendre mille ans avant de trouver un Palestinien prêt à accepter "ses offres malheureuses" pour des négociations économiques ou sécuritaires. Il a ajouté que Netanyahu ne devrait pas blâmer le Hamas de gêner le processus de paix, parce que celui qui l'entrave est "celui qui préfère dicter et imposer [des conditions] sur les négociations et la paix". Il a exigé que les Palestiniens agissent immédiatement pour parvenir à une paix entre les diverses factions rivales, demandant aux pays occidentaux d'adhérer à l'initiative de paix arabe et de s'abstenir de toute normalisation avec Israël jusqu'à ce qu'il se soit retiré aux frontières de 1967. Il a appelé le Président des Etats-Unis à imposer à Netanyahu de mettre en œuvre la feuille de route et de respecter les engagements précédents d'Israël, puisque la "balle est désormais dans le camp d'Israël" (Télévision Al-Jazeera, 14 juin 2009).

ii) **Nabil Abu Rudeina**, le porte-parole de Mahmoud Abbas, a indiqué que le discours avait détruit toutes les initiatives et les espérances de paix, et qu'il posait des obstacles aux efforts effectués en vue d'une conciliation (Agence de presse Wafa, 14 juin 2009). Il a ajouté que l'absence de reconnaissance par Netanyahu de Jérusalem Est comme capitale de l'Etat palestinien et son manque de solution aux réfugiés palestiniens ne mènerait pas à une "paix juste et totale." Il a appelé l'administration américaine "à

¹ Quelques jours avant le discours, Saeb Erekat a tenu des propos véhéments contre Israël, affirmant que Netanyahu pensait pouvoir tromper les Palestiniens avec son discours (Radio Voix de la Palestine, 11 juin 2009). Selon lui, deux options sont possibles si Israël n'arrête pas la construction dans les implantations : continuer "l'occupation," l'anarchie, le carnage et la violence générale, ou établir un Etat faisant la distinction entre ses citoyens. A l'occasion d'une conférence de presse commune avec le représentant américain George Mitchell, Erekat a essayé de réduire au minimum l'importance du discours, affirmant que son objectif était les relations publiques et que les Palestiniens avaient "déjà vu ce film" (Télévision Al-Arabia, 10 juin 2009). Il a exigé que Netanyahu donne une réponse claire, si oui ou non il accepte la reprise des négociations sur les questions principales, et a ajouté que les Palestiniens n'avaient aucun besoin de discours, seulement d'une réponse simple (Télévision Al-Quds, 10 juin 2009).

assumer sa responsabilité à ce sujet," et a affirmé que le discours de Netanyahu représentait un défi clair à l'administration américaine et aux positions des Palestiniens, à la communauté internationale ainsi qu'au monde arabo-musulman (Al-Ayyam, 15 juin 2009).

iii) **Nabil Amru**, le représentant de l'Autorité Palestinienne au Caire, a qualifié le discours de "stratagème [destiné] aux Etats-Unis" et pas d'étape sérieuse vers la paix. Il a déclaré qu'il s'agissait "de la présentation malheureuse d'une position politique censée adoucir Obama," et a exigé que le Président américain oblige Netanyahu à accepter la solution à deux Etats (Agence de presse Wafa, 14 juin 2009).

Hamas et autres organisations terroristes

9. Les porte-parole du Hamas et des autres organisations terroristes ont, comme prévu critiqué le discours, le qualifiant d'extrémiste et de raciste. Ils ont dit qu'il prouvait de nouveau que les négociations ne peuvent pas se dérouler avec Israël et que les Palestiniens doivent opter pour la voie de la "résistance" [cf., le terrorisme].

10. Ci-dessous les premières réactions du Hamas:

i) **Ismail Radwan**, haut responsable du Hamas, a déclaré que le discours était "raciste et n'avait rien de nouveau à offrir," qu'il était "une claque au visage de tous ceux qui parient sur les efforts de paix et sur un accord avec Israël" (Site Internet PalToday, 14 juin 2009).

ii) **Fawzi Barhoum**, porte-parole du Hamas, a déclaré que le discours de Netanyahu reflétait une "idéologie raciste et extrémiste" et ne prenait pas en compte les droits des Palestiniens (Site Internet du Centre Al-Bayan, 14 juin 2009).

iii) **Sami Abu Zuhri**, haut responsable du Hamas, a déclaré que ce que Netanyahu proposait était une paix économique en échange de la reconnaissance d'Israël et de la normalisation des relations. Il a qualifié le discours de "mirage," disant qu'il était raciste et demandait aux Palestiniens de reconnaître un Etat juif tandis qu'il aliène les Palestiniens de leurs droits et offre la coquille d'un Etat, sans identité, sans souveraineté, sans Jérusalem, sans droit au retour, sans armée et sans munitions (Télévision Al-Aqsa, 14 juin 2009).

iv) **Osama Hamdan**, le représentant du Hamas au Liban, a déclaré que tous ceux qui tentent de convaincre les Palestiniens d'être en pourparlers avec Israël ne seront pas capables de faire ainsi après le discours. Aucun Palestinien n'acceptera une Jérusalem unifiée comme capitale d'Israël. Au sujet du droit au retour, il a déclaré que les réfugiés palestiniens se battraient pour retourner dans leurs maisons même si leur direction renonçait à ce droit. Quant à la nature de l'Etat palestinien décrit par Netanyahu, Hamdan a déclaré qu'il n'aurait aucune souveraineté ou capacité de se défendre (Télévision Al-Jazeera en anglais, 14 juin 2009).



Interview d'Osama Hamdan sur Al-Jazeera (14 juin 2009)

v) **Ahmed Bahar**, Président par intérim du Conseil Législatif Palestinien, a déclaré que le discours du "Premier ministre ennemi" Benjamin Netanyahu était raciste et fondé sur l'annihilation des Palestiniens, leur dépossession et l'ignorance de leur douleur. Il a qualifié le discours de "sioniste, arrogant et menaçant," ajoutant qu'il prouve que "la résistance"[cf. le terrorisme] est la seule voie pour les Palestiniens afin d'obtenir les droits qu'ils méritent. Il a appelé les Palestiniens à s'unir face à "l'arrogance sioniste" et aux menaces "formulées par le terroriste Netanyahu" (Al-Intiqad, Liban, 15 juin 2009).

vi) **Daoud Shihab**, le porte-parole du Jihad Islamique Palestinien, a déclaré que le discours était un exemple de l'extrémisme régnant en Israël, et qu'il est donc impossible d'arriver à un accord de paix/politique avec lui (Site Internet PalToday, 14 juin 2009).

Monde arabe

Aperçu général

11. La réaction du monde arabe au discours de Netanyahu a été **froide**. Jusqu'ici, la plupart des réactions sont venues des médias et non des leaders. La plupart des commentateurs ont rejeté le discours, affirmant qu'il annule toutes les anciennes initiatives et pose de nouvelles conditions difficiles à respecter pour les Palestiniens.

Egypte

12. La première réaction du Président égyptien Hosni Mubarak a été de dire que personne n'accepterait la demande de Netanyahu que les Palestiniens reconnaissent Israël comme un Etat juif, et qu'il cherchait à compliquer la question. Il a ajouté que les négociations sur l'accord du statut final devaient immédiatement reprendre au point auquel elles se sont arrêtées (Agence de presse du Moyen-Orient citée par Ynet, 15 juin 2009).

Syrie

13. Les médias syriens ont rejeté le message du discours, déclarant qu'il montre l'écart entre la conception de Netanyahu et les initiatives internationales et arabes. Par exemple :

- i) Selon le titre de Une du quotidien syrien **Al-Watan**, le discours de Netanyahu a prouvé l'extrémisme et le racisme d'Israël (Al-Watan, 15 juin 2009).



Titre de Une, Al-Watan, 15 juin 2009

ii) **As'ad Aboud**, le rédacteur d'**Al-Thawra**, a écrit qu'Israël était aussi éloigné du concept de paix que l'Est de l'Ouest. Il a déclaré que ce serait une perte de temps d'attendre que Netanyahu modifie sa pensée parce qu'il a "gagné les élections sur la base de l'extrémisme et du racisme" et son discours fait "reculer au temps où le dialogue n'avait pas commencé" (Al-Thawra, 15 juin 2009).

iii) **Samira al-Muslama**, le rédacteur de **Tishrin**, a déclaré que le discours prouvait, comme prévu, que Netanyahu rejette l'initiative de paix arabe, la paix en général et toutes les initiatives internationales ainsi que les décisions qui demandent à Israël de faire la paix (Tishrin, 15 juin 2009).

Liban

14. La presse libanaise a elle aussi critiqué le discours. Le quotidien pro-syrien **Al-Safir** a affirmé que le discours était "une déclaration de guerre" plus qu'une offre de reprise des négociations, parce qu'il pose des conditions inacceptables et rejette toutes les initiatives précédentes, en projetant Israël à l'ère d'avant les accords (Al-Safir, 15 juin 2009). Le quotidien pro-Hezbollah Al-Akhbar a écrit que le discours était un coup porté aux efforts déployés pour arriver à un accord et "une gifle au visage du Président des Etats-Unis" (Al-Akhbar, 15 juin 2009).

Jordanie

15. Selon un éditorial publié dans le journal **Al-Dustour**, le discours de Netanyahu a été une claque au visage du processus de paix et des efforts arabes, américains et internationaux. D'après l'auteur de l'article, le discours n'a pas été une surprise et Netanyahu a essayé de "déformer l'histoire", en prouvant qu'Israël n'est "pas intéressé par la paix, mais par l'occupation et la guerre. La situation exige fermeté pour maîtriser "cette folie" avant que les choses n'empirent (Al-Dustour, 15 juin 2009).

La Ligue Arabe

16. Muhammad Sabih, le ministre adjoint de la Ligue Arabe pour les affaires palestiniennes a déclaré que le discours s'était plié aux extrémistes en Israël et était loin des demandes de paix faites par les Palestiniens et les Etats arabes.

La communauté internationale

Etats-Unis

17. L'administration américaine a salué le discours et sa mention d'un Etat palestinien séparé, le qualifiant de "**mesure importante.**" Le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs a déclaré que "le Président salue le pas important en avant noté dans le discours du Premier ministre Netanyahu. Le Président est engagé à deux Etats, un Etat juif d'Israël et une Palestine indépendante, dans la patrie historique des deux peuples. Il croit que cette solution peut et doit assurer tant la sécurité d'Israël que l'accomplissement des aspirations légitimes des Palestiniens à un Etat viable" (Site Internet du bureau de presse de la Maison Blanche, 14 juin 2009).

France

18. **Bernard Kouchner**, le ministre français des Affaires étrangères, a salué le discours, déclarant qu'il s'agit d'un pas en avant dans le concept d'un Etat palestinien. Il a ajouté que la France œuvrera avec le reste de l'Europe et les Etats-Unis pour la reprise du processus de paix. Il a appelé les deux côtés à déterminer les frontières de l'Etat palestinien et à traiter des questions de l'accord sur le statut final, particulièrement Jérusalem, les frontières et les réfugiés (Agence France Presse, 15 juin 2009).